

La culture n'est pas "indispensable à la vie", mais elle est "indispensable à l'existence"

Respectable Loge, Les Zélés, Orient de Blanzly, Région 6

Mots-clefs : Culture, Éducation artistique, Théâtre, Musées, Bibliothèques

Constat et contexte

Le livre blanc soumis à notre réflexion comporte une trentaine de questions, concernant la santé, l'économie, le travail, l'école, la société, mais aucune n'était axée directement sur la culture... ce qui nous a fortement étonnés. Nous, c'est-à-dire un groupe de neuf FF et SS directement intéressés et impliqués dans la culture, soit par nos métiers (peintre, comédien, architecte, bibliothécaire, photographe, etc.), soit par nos pratiques (musique, écriture, concerts, lecture, expositions, musées, etc.). Nous savons que la culture est un élément primordial de la vie, individuelle ou sociale : la meilleure preuve en est la réaction des dictatures vis-à-vis de la culture. Nous avons tous en tête le *quand j'entends le mot culture, je sors mon révolver* attribué à Hermann Goering, la censure et l'oppression des artistes et des médias dans toutes les dictatures, de tous temps, et l'interdiction de pratiques culturelles ou de modes de vie refusées par les djihadistes (prenons comme exemple le film Timbuktu ou les attentats du Bataclan).

La culture nous permet de dépasser notre condition animale en ce qu'elle nous relie aux autres, mais aussi en ce qu'elle nous invite à l'introspection et à la réflexion. La culture en somme s'adresse, non pas seulement à nos émotions et à notre animalité, mais aussi à notre conscience et à notre humanité. En cela, elle n'est pas indispensable à la vie, certes, mais elle est indispensable à l'existence.

État des réflexions

Nous avons puisé des pistes de réflexion dans la lecture d'articles ou d'études et notre propre expérience lors du confinement, dont, entre autres :

Les 20 propositions de Télérama.

La tribune d'Olivier Py, directeur du festival d'Avignon en juillet.

Il pointe l'étendue du désastre, symbolique, politique et financier avec l'annulation historique de tous les festivals, le déficit abyssal de grandes institutions, les inquiétudes sur le dialogue avec les publics. Le Président de la République n'a pas dessiné les lignes d'un projet culturel pour la France. Il est nécessaire de défendre le ministère de la Culture. Il envisage quatre axes : définir la culture comme un service public, faire de la démocratisation culturelle, décentraliser, rayonner à l'étranger. Pour lui « la démocratie sans la culture risque de devenir un mot vide de sens. Sans culture, la liberté devient un asservissement aux valeurs marchandes. Sans culture, la politique est le chemin le plus court vers les populismes. Enfin, sans culture, la France deviendrait un pays sans âme et indigne de son histoire ». L'étude sur les pratiques culturelles des français, publiée en juillet.

Premier constat : les Français n'ont jamais autant consommé de culture. Mais cette consommation révèle une fracture entre culture patrimoniale (la lecture, les musées ou les sorties au théâtre et au cinéma) et culture numérique liée à Internet. Ceux qui restent fidèles à la culture classique sont vieillissants, plutôt urbains, et appartiennent à des milieux aisés ou diplômés. À l'inverse, dans le monde de la culture numérique, le public est jeune, plutôt masculin, issu de tous les milieux sociaux, et autant urbain que rural. Ces jeunes qui écoutent de la musique en ligne ou consomment des séries sur les plateformes lisent beaucoup moins que leurs aînés et vont beaucoup moins au spectacle.

L'article de Françoise Benhamou (économiste, professeur à Sciences Po, spécialiste de l'économie culturelle et des médias, dans la revue *Esprit* de septembre.

Le confinement a dévasté le monde de la culture, de façon différenciée, en amplifiant les mouvements de mondialisation, de montée de l'événementiel et de numérisation. Le secteur culturel représente 2,3 % du PIB, et les consommations de biens et services culturels 1,59 % de la consommation totale. Quant à l'emploi culturel, il représente 2,3 % de la population active, soit 635 700 emplois. Le ministère de la Culture a fait une évaluation des pertes : en 2020, la baisse d'activité est estimée à près de 25 % du chiffre d'affaires pour l'ensemble des secteurs culturels. Elle critique l'empilement des aides et le manque de politique publique.

Nous avons été frappés par la multiplication subite des offres culturelles en ligne, les institutions publiques ayant pour le coup souvent été à la tête du mouvement. Mise en ligne gratuite de centaines de programmes culturels et éducatifs sur les chaînes ARTE et France 5, accès étendu pour les abonnés Canal+, promotion échevelée par Orange de ses mooc culturels gratuits, accès gratuits à d'inépuisables archives de lectures, de films, de conférences, de pièces de théâtre, d'opéras et de concerts...

Propositions concrètes

Plusieurs principes ont sous-tendu nos propositions :

- Créer de la solidarité et du partenariat, créer du lien social, avoir une culture de proximité, mutualiser.
- Nécessité de réveiller l'appétit des Français pour la culture notamment par la pratique, et en misant d'abord sur la jeunesse.

- Opter non plus seulement pour une politique culturelle de l'offre, mais reconstruire une politique de la demande (ateliers de pratique artistique, sensibilisation dès le plus jeune âge, visites commentées, rôles clés de la télévision et de la lecture publique...).
- Nécessité d'une plus juste répartition des subsides entre les arbres en lisière et les forêts derrière. Quelques structures et acteurs de la culture occupent la scène médiatique et trustent les subsides publics aussi bien que privés, tandis que la majorité des structures et acteurs de la culture vont de mal en pis et restent désespérément en marge, quelle que soit la qualité de leur travail. En somme, dans la culture aussi, on ne prête aujourd'hui qu'aux riches. Il faut que cela change.
- Nécessité de revaloriser le budget de la Culture pour symboliquement et durablement l'amener à 1% de la dépense publique. Revalorisation qui gagnerait à être accompagnée d'une remise à plat des clés de répartition et d'un audit critique de toutes les structures : pas seulement les structures culturelles en bout de course, mais tous les organismes intermédiaires plus ou moins représentatifs.
- Lutter contre l'aspiration contemporaine au communautarisme sectaire, qui voit même les causes les plus nobles tenter de réécrire l'histoire, de réinventer, voire de purger l'art.

1. Education artistique en primaire collège et lycée. L'éducation artistique et culturelle existe depuis de nombreuses années mais pourtant le constat reste tiède. Le ministère de l'Education Nationale et le Ministère de la Culture manquent d'une définition commune sur le sujet.
2. L'égalité d'accès à la culture passera par la volonté de ne pas raccrocher l'éducation artistique et culturelle à un programme pédagogique mais de lui faire une place dans la scolarité de tous les élèves. La rencontre avec un.e artiste ne doit pas dépendre de la volonté d'un.e enseignant.e. Elle doit être le résultat d'une collaboration entre un.e artiste, une structure culturelle et un établissement scolaire.
3. Diffusion médiatique importante sur les grandes chaînes nationales (actuellement seule Arte le fait, France 2 un peu) : informations et programmation. Il faut démocratiser cette pratique. Il faut que les chanteur.euse.s lyrique, que les comédien.ne.s de théâtre, les artistes graphiques et les auteur.trice.s littéraires soient aussi familiers à la population que les grands acteur.trice.s de cinéma. Il convient de mettre en valeur ces arts dans les médias et ne pas donner l'impression qu'ils sont réservés à une élite.
4. Rôle des pôles culturels régionaux ou locaux qui fonctionnent comme des salles de spectacle : il faudrait une équipe permanente pour animer. Le ministère et les régions doivent aider au fonctionnement des structures culturelles qui se mobilisent pour infuser un territoire. Ce travail ne repose que sur des appels à projet qui ne permettent pas de pérenniser les acteur.trice.s culturelles engagé.es dans cette démarche. Il doit être reconnu au même titre que la diffusion artistique nationale ou internationale.
5. Garder un niveau de qualité. Être vigilant.e.s à garder une diversité artistique de qualité et ne pas créer des mégas-pôles culturels, qui amenuisent ce concept.
6. Rendre davantage accessibles expositions, théâtres et musées en baissant les prix. A l'image des musées et des salles de spectacle vivant depuis le confinement : privilégier la présence des visiteur.euse.s / spectateur.trice.s à une course aux billets vendus.
7. Avoir un site départemental des offres.
8. Éviter le label anti-covid en architecture en particulier, donc la prédominance du sanitaire sur le créatif.
9. Modifier les espaces de rue. Aider les artistes à se réapproprier les espaces urbains et ruraux. Développer des projets artistiques au bon endroit au bon moment. Créer des ponts entre architecture et spectacle vivant.
10. Promulguer une loi sur les bibliothèques, de façon à ce que l'accès à la lecture publique soit généralisé, comme la première marche d'accès à la culture en général.
11. Taxer les librairies virtuelles qui tuent les libraires locales.
12. Programmer la pratique théâtrale dans les collèges et lycées, pour favoriser la connaissance des textes et permettre aux jeunes de s'exprimer.
13. Mieux protéger et rémunérer les auteurs dont le travail est à la base de tant d'industries culturelles (télévision, cinéma, livre, musique, etc.) et qui restent globalement soumis aux seules règles du marché.
14. Être vigilant.e.s à la parité. Dans le spectacle-vivant, ne pas se contenter de la parité aux postes de direction ou à la programmation dans des lieux labellisés mais s'assurer d'une égalité des moyens de productions pour les porteur.euse.s de projet.